

Réunion de haut niveau du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti de l'ECOSOC

New York, le 23 septembre 2024

Résumé du président

Introduction

1. Le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti du Conseil économique et social (ECOSOC) a organisé une réunion de haut niveau le 23 septembre 2024 pendant la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale. La réunion a été l'occasion d'explorer des pistes concrètes pour soutenir des solutions dirigées et détenues par les Haïtiens afin de renforcer la stabilité d'Haïti et de faire progresser son développement durable.
2. La réunion, convoquée par le Canada en tant que président du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti, a rassemblé des dirigeants, des ministres et d'autres hauts fonctionnaires et représentants de haut niveau d'entités des Nations Unies, d'organisations régionales, d'institutions financières internationales et de fondations privées¹.
3. Le panel de haut niveau était composé du très honorable Justin Trudeau, premier ministre du Canada, de son excellence le D^r Garry Conille, premier ministre d'Haïti; et son excellence M^{me} Amina J. Mohammed, vice-secrétaire générale des Nations Unies. Son excellence M. Bob Rae, ambassadeur et représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies et président de l'ECOSOC a animé la discussion.

Résumé de la discussion

4. Son excellence le D^r Garry Conille, premier ministre d'Haïti, a décrit les domaines prioritaires qui nécessitent un soutien urgent de la part des partenaires internationaux, en termes d'investissements, d'expertise, de soutien matériel et de renforcement des capacités. La situation désastreuse des institutions haïtiennes, en particulier des secteurs de la santé et de l'éducation, a été soulignée. La violence et la sécurité ont eu un impact négatif sur l'économie haïtienne, qui a été minée par la fuite des capitaux. Les participants se sont dits préoccupés des occasions qui s'amenuisent de faire face à la crise multidimensionnelle d'Haïti.
5. Les participants ont soutenu les efforts du peuple haïtien et du gouvernement de transition du pays pour mettre Haïti sur la voie de la stabilité, de la démocratie et de la prospérité. L'insécurité en Haïti n'a cessé de nuire aux progrès dans tous les domaines, en particulier en

¹ On comptait parmi les participants des dirigeants, des ministres et d'autres représentants gouvernementaux de haut niveau d'Antigua-et-Barbuda, d'Argentine, des Bahamas, de la Barbade, du Belize, du Bénin, du Brésil, du Burundi, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, de la Dominique, de la République dominicaine, de l'Équateur, du Salvador, de la France, de l'Allemagne, de la Grenade, du Guatemala, de la Guyane, d'Haïti, de l'Italie, de la Jamaïque, du Japon et des Grenadines, de l'Italie, de la Jamaïque, du Japon, du Kenya, du Koweït, du Mexique, de la Norvège, du Paraguay, du Pérou, de Qatar, de la République de Corée, de Saint-Christophe-et-Niévès, de Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de Slovénie, d'Espagne, du Suriname, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, de Trinité-et-Tobago, des Émirats arabes unis, des États-Unis et de l'Uruguay. En outre, des représentants de haut niveau de l'Union africaine, de l'Organisation des États américains, de la Communauté des Caraïbes, de l'Organisation internationale de la Francophonie, de la Commission européenne, de la Banque de développement des Caraïbes, du système des Nations Unies, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, du Comité international de la Croix-Rouge, de la Fondation des Nations Unies et de la Fondation WK Kellogg ont également participé à la réunion.

ce qui concerne l'éducation, les soins de santé et le développement économique. Toutes les parties prenantes ont insisté sur le besoin urgent de régler les causes profondes de l'insécurité au pays et d'établir une sécurité durable pour la population haïtienne.

6. Les participants ont reconnu que les progrès réalisés dans le cadre du processus politique haïtien, notamment la mise en place du Conseil présidentiel de transition, constituaient une étape importante. On a incité les parties prenantes haïtiennes à commencer à planifier les élections générales, en veillant à ce que les conditions de sécurité appropriées soient en place pour leur organisation. La nécessité de renforcer la confiance et l'intégrité dans les institutions et la démocratie haïtiennes a été soulignée.
7. Les participants ont été encouragés par le déploiement de la mission multinationale de soutien à la sécurité, autorisée par le Conseil de sécurité et dirigée par le Kenya, mais ont exprimé leur inquiétude quant au retard des contributions à la mission et aux contraintes opérationnelles. Le soutien à la mission, sous forme de financement, d'équipement et de logistique doit être augmenté d'urgence pour que la mission puisse exécuter son mandat d'aider la police nationale haïtienne (PNH) à sécuriser les communautés et les infrastructures. On devrait étudier des moyens novateurs de fournir les ressources nécessaires à la mission de soutien de la sécurité.
8. Les participants ont demandé au Conseil de sécurité des Nations Unies de renouveler le mandat de la mission et ont appelé à une réponse coordonnée de la communauté internationale.
9. Les participants ont appelé au financement d'urgence du Plan de réponse aux besoins humanitaires en Haïti pour 2024, qui reste gravement sous-financé avec 39 % des 673,8 millions de dollars requis. Quelque 5,5 millions de personnes en Haïti ont besoin d'aide humanitaire et de protection, dont 4,4 millions sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. À cet égard, un financement souple est nécessaire pour que les investissements soient faits en temps utile et de manière efficace.
10. La situation désastreuse des déplacements en Haïti, qui a atteint un nombre record de plus de 500 000 personnes qui ont été forcées de fuir leur maison, dont plus de la moitié sont des femmes et des filles, est préoccupante. Des appels ont été lancés pour mobiliser les fonds nécessaires afin de répondre aux besoins immédiats des personnes déplacées à l'intérieur du pays.
11. Les autorités nationales haïtiennes et la communauté internationale ont été invitées à intensifier leurs efforts pour protéger les femmes et les jeunes. Les participants ont appelé à un arrêt immédiat de toutes les formes de violence sexuelle et de violence fondée sur le genre et ont souligné l'importance de placer la participation significative des femmes et des jeunes au centre de la transition et du redressement d'Haïti.
12. La communauté internationale a également été invitée à soutenir les efforts déployés par Haïti pour rouvrir toutes les écoles, afin que les enfants haïtiens puissent recevoir une éducation, avoir accès à un repas quotidien et être moins vulnérables à la menace du recrutement par les gangs. La protection de l'enfance doit être une préoccupation prioritaire.

13. Les participants ont souligné la nécessité d'aider Haïti à reconstruire ses infrastructures de santé, afin de fournir à la population l'assistance sanitaire nécessaire et opportune.
14. Les participants ont souligné la nécessité de protéger et de promouvoir les droits de la personne, de renforcer l'État de droit, de lutter contre la criminalité organisée et les flux financiers illicites et d'investir dans le développement et la résilience.
15. Le rôle important du Conseil économique et social et de la Commission de consolidation de la paix dans le soutien aux efforts de paix d'Haïti, la mobilisation des organisations régionales et des institutions financières internationales, de même que la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, ont également été mis en évidence.
16. Le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti de l'ECOSOC continuera à mobiliser le soutien en faveur des efforts déployés par Haïti pour parvenir à une stabilité à long terme et à un développement durable, conformément au mandat énoncé dans la résolution de l'ECOSOC 2024/20.

De plus amples renseignements sur le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti de l'ECOSOC, y compris ses rapports annuels, sont disponibles sur le site Web du Conseil économique et social à l'adresse suivante : <https://ecosoc.un.org/fr/what-we-do/ecosoc-ad-hoc-advisory-group-haiti>